

APPEL À COMMUNICATIONS

Vers une politique nationale intégrée en matière d'alimentation au Canada

En 2012, Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, a visité le Canada pour examiner la façon dont le gouvernement protégeait les droits de la personne à l'alimentation. Tout en faisant l'éloge des nombreuses réalisations, il a également constaté une multitude de problèmes, notamment : des niveaux d'assistance sociale inadéquats, des problèmes de santé et des maladies chroniques dus à une mauvaise alimentation, des conditions de vie inacceptables dans les communautés nordiques et des Premières Nations et des interventions fragmentées et à court terme. En écho à de nombreuses organisations de la société civile, De Schutter a mis l'accent sur la nécessité d'une stratégie nationale intégrée en matière d'alimentation, enracinée dans le droit à l'alimentation, qui adopterait une approche démocratique et intégrée pour la gestion des systèmes de production alimentaire au Canada.

À la fin de l'année 2015, le gouvernement libéral a démontré une volonté renouvelée de définir une stratégie alimentaire nationale pour le Canada. Plus précisément, le ministère de l'Agriculture a reçu la consigne d'« élaborer une politique alimentaire faisant la promotion d'un mode de vie sain et de la salubrité des aliments en mettant sur la table des familles du pays un plus grand nombre d'aliments sains de grande qualité produits par les agriculteurs et les éleveurs canadiens ». Cependant, d'importantes questions subsistent quant à la façon dont cette politique sera définie et mise en place et à quoi ressembleront ses priorités et ses mécanismes. Malgré l'ampleur de la documentation sur la complexité d'une politique alimentaire canadienne et ses possibilités, le débat sur les particularités d'une politique alimentaire nationale pour le Canada ne fait que commencer.

Le Réseau pour une alimentation durable (RAD), parmi d'autres, lance un appel à la mise en œuvre d'une politique alimentaire nationale basée sur une approche systémique commune visant à mettre en lien les secteurs, les ministères et les compétences et à créer les conditions d'une participation significative de la société civile. Une politique alimentaire nationale efficace serait fondée sur le droit à l'alimentation, apporterait cohérence et continuité à la gestion des systèmes de production alimentaire au Canada et indiquerait des points d'intervention intersectorielle stratégiques. Plus fondamentalement, elle s'enracinerait dans des objectifs d'alimentation saine et de sécurité alimentaire, de justice sociale et écologique, d'économie florissante, de droits des peuples autochtones et de démocratisation du système de gouvernance.

La Revue canadienne des études sur l'alimentation/Canadian Food Studies, en partenariat avec le Réseau pour une alimentation durable et la Community First : Impacts of Community Engagement (CFICE), fait appel aux contributions des universitaires, chercheurs et intervenants pour la publication de leurs travaux dans le numéro thématique : *Vers une politique nationale intégrée en matière d'alimentation au Canada*. On invite les collaborateurs et collaboratrices à présenter des articles de recherche originale, des commentaires, des points de vue, des rapports terrain et narratifs à partir de n'importe quelle discipline, que ce soit en français ou en anglais. La revue favorise également les propositions de travaux sur supports numériques (audio ou vidéo), artistiques ou photographiques. Pour répondre aux critères de la revue, les articles doivent avoir un contenu canadien et être rédigés

principalement par un (une) auteur canadien. Veuillez consulter le menu « Propositions » à www.canadianfoodstudies.ca.

Les thèmes et sujets du numéro thématique Vers une politique nationale intégrée en matière d'alimentation au Canada peuvent notamment traiter des aspects suivants :

- les processus qui passent des principes et des priorités aux propositions concrètes de politiques ;
- la création d'une culture démocratique délibérative fondée sur les citoyens dans la formulation d'une politique alimentaire nationale ;
- les problèmes rencontrés dans le maillage des compétences et des ministères à travers des politiques compartimentées ;
- l'engagement des collectivités éloignées et nordiques ;
- l'établissement de liens entre les revenus, l'insécurité alimentaire et la politique alimentaire ;
- la mise à l'échelle et l'adaptation des propositions de politiques et de mécanismes actuelles d'autres contextes et compétences (p. ex., municipal, provincial, territorial et mondial) ;
- le partenariat communauté-université et la collaboration dans le contexte de la formulation d'une politique nationale ;
- la mise en œuvre d'une politique alimentaire comme développement ou préfiguration d'un mouvement social ;
- la politique alimentaire dans le cadre d'un dialogue de nation à nation avec les Premières Nations ;
- l'incidence de l'intersectionnalité (p. ex., ethnie, genre, classe sociale) sur la politique alimentaire nationale ;
- les possibilités qu'offrent les efforts de mise en œuvre d'une politique alimentaire axée sur la souveraineté alimentaire, la justice sociale, les systèmes alimentaires durables et la sécurité alimentaire des collectivités et les contradictions que cette politique peut soulever.

Date limite pour la présentation du résumé de l'article proposé : 26 mai 2017

Date limite pour la présentation de l'article : 1^{er} octobre 2017

Veuillez acheminer vos propositions d'article et vos résumés (maximum de 300 mots) directement aux coéditeurs invités Amanda Wilson (community@foodsecurecanada.org) et Charles Z. Levkoe (clevkoe@lakeheadu.ca). Vous pouvez également communiquer avec eux pour plus d'information.

Lorsque les résumés sont approuvés, les manuscrits doivent être présentés directement à la revue à : <http://canadianfoodstudies.uwaterloo.ca/index.php/cfs/about/submissions#onlineSubmissions>.

Éditeurs et éditrices invités :

Charles Z. Levkoe est titulaire de la chaire de recherche du Canada sur les systèmes de production alimentaire durables et chargé d'enseignement au Département des sciences de la santé à Lakehead University. Sa recherche met l'accent sur les organisations de la société civile et la croissance des réseaux de production alimentaire régionaux au Canada. Il a mené des recherches à l'intersection des mouvements sur l'alimentation et de l'engagement collectivité-campus.

Amanda Wilson est boursière de recherches postdoctorales à Lakehead University et travaille en partenariat avec le Réseau pour une alimentation durable. Son travail met l'accent sur la collaboration du milieu universitaire dans le cadre des processus de mise en œuvre d'une politique alimentaire, ainsi que sur l'appui à la mobilisation des connaissances et au renforcement des capacités dans le créneau des nouveaux agriculteurs et de l'alimentation nordique.

Peter André est professeur agrégé et cotitulaire de la chaire du Département de sciences politiques à la Carleton University. Il enseigne et mène des recherches dans le domaine des politiques publiques alimentaires et environnementales et de la politique en matière d'alimentation et d'environnement. En tant qu'universitaire engagé envers la collectivité, il est chercheur principal au projet Community First : Impacts of Community Engagement, qui travaille en partenariat avec le Réseau pour une alimentation durable, parmi de nombreuses autres organisations communautaires à but non lucratif au Canada.

Diana Bronson est directrice générale au Réseau pour une alimentation durable. Diana possède une expérience professionnelle en journalisme (CBC radio), en droit international de la personne (Droits et démocratie), ainsi qu'en négociation sur les changements climatiques et les technologies aux Nations Unies (ETC Action Group, groupe d'action et de recherche sur l'érosion, la technologie et la concentration). Diana a axé son travail de recherche, d'élaboration de politiques et de plaidoyer sur l'appui aux mouvements sociaux à travers le monde, l'analyse critique et la sensibilisation aux accords sur le commerce et les investissements internationaux, l'étude des conséquences de l'activité des sociétés minières canadiennes, ainsi que sur l'évaluation des impacts sociaux et environnementaux des nouvelles technologies.

Veillez noter : dès janvier 2017 toute soumission acceptée par la RCÉA sera sujet aux frais de publication. Cette décision a été prise pour gérer les coûts d'administration et de maintenir libre l'accès à la Revue. La grille des frais [se trouve ici](#).